

Les immigrés profitent plus de notre système social qu'ils n'y contribuent

Jean-Michel Lafleur et Abdelslam Marfouk

F.R.S-FNRS et Université de Liège/ IWEPS et Université de Liège

Un débat récurrent au sujet des migrations est celui du coût qu'elles représentent pour le budget de l'État. Près d'un Belge sur deux (48 %) pense que les immigrés profitent davantage des services sociaux et de santé qu'ils ne contribuent au budget de l'État¹.

Cette impression part d'un raisonnement qui, pour de nombreux Belges, peut paraître de bon sens : puisque les familles immigrées font plus d'enfants que les familles non-immigrées et que les immigrés sont davantage exposés au risque de chômage que les autres, la charge qu'ils représentent pour le système de protection sociale² (chômage, allocations familiales, aides au logement, etc) serait disproportionnée par rapport à leur poids démographique. Mais peut-on vraiment en conclure que les immigrés représentent une charge pour les finances publiques ? Non, car, comme l'a montré une étude de l'OCDE de 2013³, les immigrés vivant en Belgique sont plus jeunes que le reste de la population.

De ce fait, ils sont surreprésentés dans la population active et donc sous-représentés dans les dépenses de pension qui constituent l'un des budgets de protection sociale les plus élevés en Belgique. Pour mesurer l'impact des immigrés sur le système de protection sociale, il est donc indispensable de prendre en considération l'ensemble des prestations sociales dont ils bénéficient et de les comparer à l'ensemble des versements qu'ils effectuent sous forme d'impôts et de cotisations sociales. Lorsque l'on fait cet exercice pour la Belgique, la contribution nette des immigrés aux finances publiques belges est positive, comme c'est le cas pour la majorité des pays de l'OCDE (20 pays sur 27). Plus précisément, selon les calculs de l'OCDE, la contribution nette des immigrés aux finances publiques belges est estimée à 0,75% du produit intérieur brut (PIB), soit l'équivalent d'un montant de près de trois milliards d'euros. Soulignons également que l'emploi influe sur la capacité des immigrés à contribuer au financement de la sécurité sociale. En conséquence, toute politique qui favorise l'accès rapide des immigrés à l'emploi et la reconnaissance des diplômes et de l'expérience professionnelle acquise à l'étranger a des effets bénéfiques automatiques sur leur contribution nette aux finances publiques.

Pauvres Belges et migrants pauvres : une mise en concurrence ?

Une autre inquiétude des Belges concerne les budgets consacrés à l'accueil des demandeurs d'asile, dont certains pensent qu'ils sont utilisés au détriment des Belges en situation précaire, en particulier des sans-abris⁴. Cette impression est confortée par le fait que l'ouverture de places d'accueil dans des centres destinés aux nouveaux arrivants représente un coût immédiat pour le budget de l'État. En effet, dans la mesure où ils fuient des conflits ou persécutions, la grande majorité des demandeurs

¹ On observe toutefois des variations entre l'opinion des Wallons (52 %), des Flamands (47 %) et des Bruxellois (40 %). Ces données sont extraites de la 7^{ème} vague de l'Enquête sociale européenne (European Social Survey : ESS).

² En Belgique, le Service public fédéral Sécurité sociale divise en six grands postes les dépenses associées à la protection sociale et supportées par le budget fédéral : les soins de santé, les allocations d'incapacité de travail et de handicap, l'emploi, la vieillesse et le décès, la famille. Suite aux différentes réformes de l'État, certaines dépenses de protection sociale sont toutefois supportées par les autorités régionales.

³ Organisation de Coopération et de Développement Économiques, « L'impact fiscal de l'immigration » in OCDE, Perspectives économiques 2013, Publications de l'OCDE, Paris, 2013, pp. 133-202 : <http://www.oecd.org/fr/els/mig/PMI-2013-chap3-impact-fiscal-de-l-immigration.pdf>

⁴ En hiver, lorsque l'accueil dans les structures pour sans-abris est inconditionnel, une concurrence peut exister entre les personnes sans-abri et les demandeurs d'asile. Cette dernière résulte toutefois des carences au niveau des capacités d'accueil des demandeurs d'asile, mais aussi de l'absence de solution pour les demandeurs d'asile déboutés souhaitant rester en Belgique.

d'asile est incapable de subvenir à ses propres besoins durant la période d'examen de leur demande d'asile. En 2015, la dotation accordée à Fedasil pour l'accueil des demandeurs d'asile représentait environ 300 millions d'euros. Ces coûts doivent être nuancés pour quatre raisons. Premièrement, cette somme importante ne représente, en 2015, que 0,14% de l'ensemble des dépenses des administrations publiques belges. Deuxièmement, le budget public consacré à l'accueil des demandeurs d'asile est en grande partie réinjecté directement dans l'économie dans la mesure où il couvre essentiellement les salaires du personnel en charge de l'asile ainsi que les dépenses en biens ou services auprès d'opérateurs privés, publics ou non-gouvernementaux. Troisièmement, aussi surprenant que cela puisse paraître, les autorités belges ont décidé de comptabiliser les dépenses liées à l'accueil des demandeurs d'asile en tant qu'aide publique au développement. Bien que cette pratique soit autorisée par le Comité d'aide au développement de l'OCDE (CAD), elle a pour conséquence de faire de la Belgique le principal bénéficiaire de son aide publique au développement. Avec cette pratique comptable, la Belgique risque donc de s'écarter un peu plus encore de son engagement à soutenir les pays dits « en développement ».

Quatrièmement, comme l'ont démontré les résultats d'une enquête menée par l'ULB et la KUL⁵, plus de la moitié des demandeurs d'asile sont actifs sur le marché du travail dans les quatre années suivant la reconnaissance du statut de réfugié. On peut dès lors en conclure qu'en réduisant la période menant à la reconnaissance du statut de réfugié, les autorités permettraient aux réfugiés de devenir plus rapidement des contributeurs au budget de l'État. Soulignons, pour conclure, qu'il s'agit aussi de s'interroger sur l'usage des motifs économiques dans les débats sur l'immigration. Pour les demandeurs d'asile, en particulier, l'accueil est un devoir moral et une obligation juridique pour un état démocratique comme la Belgique engagé internationalement dans la défense des droits de l'homme. En effet, appliquer des critères économiques stricts pourrait conduire les États à n'admettre demain comme réfugiés que les individus les mieux formés et en âge de travailler.

Pour aller plus loin :

- Burggraevem, K. et Piton, C., « Les conséquences économiques de l'afflux de réfugiés en Belgique ». Revue économique de la Banque nationale de Belgique, Publications de la Banque nationale de Belgique, Bruxelles 2016, pp. 49-67 : https://www.nbb.be/doc/ts/publications/economicreview/2016/revecoi2016_h4.pdf.
- Docquier, F. et Machado, J., « Crise des réfugiés : quelques clarifications s'imposent ! ». Regards économiques, vol. 199, 2015, pp. 1-6 : http://www.regards-economiques.be/images/reco-pdf/reco_154.pdf
- Réa, A. et Wets, J., *La longue et sinueuse route menant à l'emploi*. SPP Politique scientifique et du Centre fédéral migration, Bruxelles 2015 : https://emnbelgium.be/sites/default/files/publications/resume_careers_fr.pdf

⁵ Réa, A. et Wets, J., *La longue et sinueuse route menant à l'emploi*, SPP Politique scientifique et du Centre fédéral migration, Bruxelles, 2015.